

**Assemblée générale**

Distr. générale  
28 juin 2011  
Français  
Original : russe

---

**Soixante-cinquième session**

Point 34 de l'ordre du jour

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM  
et leurs incidences sur la paix et la sécurité  
internationales et sur le développement**

**Lettre datée du 28 juin 2011, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission  
permanente de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les textes des déclarations des Ministères des affaires étrangères de la République d'Abkhazie et de la République d'Ossétie du Sud concernant le projet de résolution sur les réfugiés et les personnes déplacées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, déposé par la Géorgie à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale (voir annexes I et II).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier et distribuer les textes de ces déclarations comme documents de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Alexander **Pankin**



**Annexe I à la lettre datée du 28 juin 2011 adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères  
de la République d'Abkhazie aux membres de l'Assemblée  
générale à l'occasion de la présentation par la Géorgie  
de la résolution sur les réfugiés**

Avant l'entrée de la Géorgie dans l'Organisation des Nations Unies en 1992 et la reconnaissance de son intégrité territoriale à l'intérieur des frontières de l'ex-République soviétique de Géorgie, le Gouvernement et le Parlement abkhazes avaient lancé un appel au Secrétaire général de l'ONU pour dissuader l'Organisation de reconnaître l'intégrité territoriale de la Géorgie, dans la mesure où, à l'époque déjà, un conflit territorial acharné divisait les deux parties en présence. À l'époque, l'Abkhazie avait exercé son droit à l'indépendance vis-à-vis de la Géorgie, conformément à la loi soviétique du 3 avril 1990 sur le règlement des questions liées à la sécession d'une république fédérée de l'Union soviétique. En Abkhazie, 52,4 % des électeurs s'étaient prononcés pour le maintien d'une URSS réformée lors d'un référendum organisé le 17 mars 1991 à l'échelle de l'Union.

Toutefois, le 14 août 1992, des troupes géorgiennes ont envahi le territoire abkhaze, dans le but d'anéantir la souveraineté de l'Abkhazie et de priver son peuple de sa liberté politique. Pendant la guerre de 1992-1993, les représentants de diverses communautés ethniques ont été contraints de fuir, car la plupart des minorités non géorgiennes – Arméniens, Russes, Ukrainiens, Grecs, Turcs et autres – s'étaient alliées avec les Abkhazes dans leur lutte contre l'agresseur, et des milliers de personnes ont ainsi été déplacées. Les opérations de nettoyage ethnique menées par les troupes géorgiennes ont contraint les populations abkhaze et arménienne qui en étaient la cible à fuir les territoires occupés, où des villages avaient été incendiés et des villes mises à sac par l'agresseur.

Une mission d'enquête de l'ONU dépêchée par le Secrétaire général en octobre 1993 avait fait état de violations commises par l'une et l'autre parties au conflit, révélant également que la population géorgienne, dans sa grande majorité, avait pris la fuite avant l'arrivée des forces armées abkhazes dans les territoires libérés. Le jour où l'Abkhazie a été libérée, la population géorgienne avait déjà quitté le territoire abkhaze.

Après tous ces événements dramatiques et les attaques répétées des forces armées géorgiennes, l'Abkhazie, invoquant les accords précédemment signés sous l'égide de l'ONU, a pris la décision unilatérale, le 1<sup>er</sup> mars 1999, de rapatrier les réfugiés géorgiens dans le district de Gali.

Sur les quelque 190 000 réfugiés géorgiens, plus de 50 000 sont retournés, depuis, dans les régions frontalières de l'Abkhazie. L'Abkhazie a demandé à plusieurs reprises à la communauté internationale de prendre acte de ces retours en masse et d'entamer une procédure d'enregistrement et de vérification de l'ensemble des réfugiés.

La Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951, en particulier la section C de son article premier, ne s'applique pas à un tiers des Géorgiens qui avaient fui l'Abkhazie, car ils ont pris une nouvelle nationalité de leur plein gré et sont, dès lors, sous la protection du pays dont ils sont citoyens, d'autant que la législation géorgienne n'autorise pas la double nationalité.

La Géorgie a coutume de spéculer sur le nombre de réfugiés, bénéficiant ainsi d'une aide internationale considérable pour des réfugiés qui n'existent pas. La partie abkhaze insiste quant à elle sur la nécessité de définir clairement le statut des personnes qui ont quitté l'Abkhazie. Il importe d'établir une distinction entre les réfugiés originaires d'Abkhazie et les personnes provenant de Géorgie et réinstallées de force ou artificiellement en Abkhazie dans le cadre de la politique soviétique d'« assimilation géorgienne » en vigueur entre 1937 et 1952. Le Bureau du procureur général de l'Abkhazie est saisi de 5 000 affaires pénales instruites à l'encontre de Géorgiens ayant commis des crimes contre l'humanité et dont beaucoup, qui se trouvent encore en Géorgie, revendiquent le droit de retourner en Abkhazie. Or, il est évident que l'on ne peut accorder le statut de réfugié à des criminels de guerre.

Le retour inconditionnel de tous les réfugiés exigé par la Géorgie n'ira pas sans déclencher une nouvelle vague d'hostilités. La partie géorgienne conditionne, à dessein, le retour des réfugiés à l'exercice de sa compétence sur le territoire abkhaze, mettant ainsi en danger les personnes qui sont déjà rentrées. Dans le rapport qu'elle a établi au terme de sa visite, la mission d'enquête conjointe de l'ONU, effectuée du 20 au 24 novembre 2000, a également confirmé que des groupes armés, composés de Géorgiens, avaient lancé des attaques ciblées dans le district de Gali. Leur objectif premier était de créer un climat de peur et d'instabilité parmi les rapatriés du district de Gali pour prouver qu'il était impossible de vivre sur un territoire contrôlé par la partie abkhaze, recourant pour ce faire aux embuscades, aux enlèvements et à la pose de mines.

L'aide internationale, qui est accordée exclusivement aux rapatriés géorgiens, est source de tensions interethniques, car l'Abkhazie subit encore l'embargo de la partie géorgienne et que la plupart des réfugiés non géorgiens, tout comme la diaspora abkhaze, ne peuvent y entrer librement, par la voie directe. En outre, tout en subissant de sévères sanctions économiques de la part de la communauté internationale, l'Abkhazie doit assurer et améliorer la protection sociale de ses citoyens.

La partie abkhaze adhère au projet Profile proposé par le Haut-Commissariat aux réfugiés pour enregistrer les réfugiés et les personnes déplacées, mais la Géorgie entrave l'enregistrement et la vérification de ces personnes sur son territoire. Nous n'avons ainsi aucune indication du nombre réel de réfugiés qui sont en mesure, et surtout désireux, de retourner en Abkhazie.

Le retour de toutes les personnes déplacées dans leurs foyers d'origine n'est pas la solution idéale lorsque celui-ci risque d'entraîner une reprise des hostilités. Le principe de non-refoulement (prévu à l'article 33 de la Convention, qui interdit l'expulsion et le refoulement) devrait avoir le même poids que le droit au retour dans le cadre du conflit abkhazo-géorgien. Ce sont les aspirations de la population hôte et sa volonté d'accepter les réfugiés géorgiens qui devraient prévaloir.

La Géorgie doit cesser d'utiliser les questions humanitaires à des fins politiques, et prendre ses responsabilités en facilitant l'intégration sociale et la naturalisation des personnes déplacées vivant sur son territoire, conformément à l'article 34 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Le problème des réfugiés ne saurait être utilisé comme un moyen de pression politique. Les futures initiatives internationales et résolutions de l'ONU ne pourront pas être objectives si elles ne sont pas examinées avec la partie abkhaze et ne tiennent pas compte de son point de vue. La question des réfugiés ne pourra pas être réglée sans la participation de la partie qui est censée accueillir les réfugiés sur son territoire.

Toutes les activités humanitaires menées en Abkhazie sont entravées par la loi géorgienne sur les territoires occupés, qui limite l'accès de l'aide humanitaire à l'Abkhazie et contrevient aux engagements pris par la Géorgie sur le plan international au titre de la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Enfin, en refusant de signer l'accord sur le non-recours à la force, la Géorgie se réserve le droit d'user de représailles contre l'Abkhazie. Le discours agressif des autorités géorgiennes ne fait qu'exacerber les antagonismes, dans un climat de sécurité précaire où les mesures de confiance ne sont guère viables.

Au vu de ce qui précède, la partie abkhaze demande une fois de plus à l'ONU de donner la parole aux représentants de la République d'Abkhazie lorsque les débats porteront sur le conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie, pour que les Membres de l'ONU puissent entendre les deux versions des faits et prendre les bonnes décisions, pour le bien des populations.

**Annexe II à la lettre datée du 28 juin 2011 adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères  
de la République d'Ossétie du Sud aux États Membres  
de l'Organisation des Nations Unies sur le projet  
de résolution sur les réfugiés et les déplacés d'Abkhazie  
et d'Ossétie du Sud présenté par la délégation géorgienne  
à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale**

[27 juin 2011]

La délégation géorgienne a établi et présenté officiellement, à la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale de l'ONU, un projet de résolution intitulé « Situation des personnes déplacées et des réfugiés d'Abkhazie (Géorgie) et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud (Géorgie) ». Le texte de ce projet de résolution est identique à celui du document de l'année dernière. Il y est question des Géorgiens de souche qui ont été déplacés à la suite de l'attaque perpétrée en Ossétie du Sud par les troupes géorgiennes en août 2008.

Le projet que la Géorgie a soumis à l'Assemblée générale pour examen présente malheureusement une vision unilatérale qui n'a pas grand-chose à voir avec la situation sur le terrain et n'est pas l'expression d'une réelle préoccupation quant au sort des réfugiés. Le seul véritable objectif de ce projet de résolution sur la situation des réfugiés et des déplacés est d'appuyer la revendication de souveraineté de la Géorgie sur les territoires de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. La Géorgie, qui refuse de conclure un accord sur le non-recours à la force, tente de se servir de la question des réfugiés et des déplacés pour exercer des pressions politiques.

La réalité est extrêmement différente de la vision que le projet de résolution géorgien essaie d'imposer. La majorité des Géorgiens de souche ont quitté le territoire de l'Ossétie du Sud quelques jours avant le début de l'assaut des troupes géorgiennes. Le nombre total de Géorgiens qui ont quitté le territoire de l'Ossétie du Sud en août 2008 était à peine supérieur à 5 000. Au même moment, plus de 36 000 réfugiés ossètes étaient contraints de fuir l'Ossétie du Sud pour échapper aux bombardements et aux atrocités perpétrées par les assaillants géorgiens. Une partie d'entre eux n'ont pas encore osé retourner en Ossétie du Sud, et nombre de ceux qui l'ont fait n'ont retrouvé de leurs maisons, tombées sous les tirs d'artillerie, les missiles et les attaques aériennes, que des ruines fumantes. La vague de réfugiés ossètes de 2008 était la troisième en deux décennies.

D'après diverses sources, plus de 100 000 Ossètes ont fui la Géorgie et l'Ossétie du Sud entre 1990 et 1992 pour échapper au nettoyage ethnique. Si nombre d'entre eux ont trouvé refuge en Fédération de Russie, certains se sont vus réduits à l'état de réfugiés ou de déplacés sur le territoire de l'Ossétie du Sud. L'écrasante majorité d'entre eux sont toujours déplacés à l'heure actuelle. En outre, l'attaque géorgienne de l'été 2004 a entraîné une nouvelle vague de réfugiés fuyant l'Ossétie du Sud pour gagner la Russie.

La République d'Ossétie du Nord-Alanie, qui fait partie de la Fédération de Russie, abrite encore aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de descendants des réfugiés qui ont fui l'Ossétie du Sud en juin 1920 pour échapper au massacre orchestré par les troupes de la République démocratique de Géorgie sur ordre de leur gouvernement. Actuellement, le nombre total de réfugiés ossètes et de leurs descendants est supérieur au nombre d'habitants de l'Ossétie du Sud.

Les maintes attaques, tueries massives et opérations de purification ethnique organisées par les autorités géorgiennes contre l'Ossétie du Sud sont le résultat de l'impunité dont jouissent les dirigeants géorgiens et les auteurs de ces crimes atroces perpétrés contre les Ossètes.

Les réfugiés ossètes de la vague de 1989-1992 sont déplacés depuis près de 20 ans. Quelques familles qui étaient rentrées en Géorgie ont été contraintes d'aller se réfugier de nouveau en Ossétie du Nord, dans la Fédération de Russie. À l'heure actuelle, quasiment personne ne retourne en Géorgie, avant tout parce que la sécurité n'y est pas garantie. Les Ossètes engageant une action en justice devant les tribunaux géorgiens pour la perte de leurs biens n'obtiennent pratiquement jamais gain de cause. La loi géorgienne sur la restitution des biens et la réinsertion des victimes du conflit osséto-géorgien n'est pour ainsi dire pas appliquée, bien que son adoption et sa mise en œuvre fassent partie des obligations contractées par la Géorgie devant le Conseil de l'Europe.

La République d'Ossétie du Sud, en revanche, envisage la question dans une optique humanitaire, et examine diverses options, notamment le retour, la réinstallation et l'intégration. Le Gouvernement entend appliquer cette approche sans discrimination, aussi bien aux réfugiés géorgiens qu'aux réfugiés ossètes. L'Ossétie du Sud est disposée à examiner diverses options de coopération avec les organisations internationales concernées, afin de créer, étape par étape, les conditions propices au retour volontaire des réfugiés, dans la dignité et la sécurité. Les droits des minorités ethniques, y compris ceux des habitants de langue maternelle géorgienne, sont respectés sur son sol, et elle compte des établissements pédagogiques dont la langue d'enseignement est le géorgien. Tous ses citoyens jouissent des mêmes droits et libertés, quelle que soit leur appartenance ethnique, raciale ou religieuse.

Afin de faciliter le retour des réfugiés, le Gouvernement de la République d'Ossétie du Sud a lancé une initiative favorisant le rapatriement des populations tant ossètes que géorgiennes dans la région de Leningor, mais les autorités géorgiennes font tout pour empêcher ce retour. Il est de plus en plus évident que l'amélioration du sort des réfugiés et leur rapatriement ne font pas partie des priorités du régime géorgien. L'Ossétie du Sud est néanmoins disposée à continuer d'examiner la situation des réfugiés avec les parties intéressées, afin de parvenir à régler petit à petit les problèmes les plus graves.

Nous avons bon espoir que les États Membres de l'ONU prendront en considération la position de la République d'Ossétie du Sud et voteront contre le projet de résolution sur les réfugiés et les déplacés.